

REPUBLIQUE FRANCAISE



BAS-RHIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 21 novembre 2019

sous la présidence du Maire, **M. Jean-Louis HOERLE**

Nombre des membres élus : 33 Conseillers en fonctions : 33

Conseillers présents : 24 Conseillers absents : 9

dont 9 excusés

7 membres ont voté par procuration.

6) POINT DE L'ORDRE DU JOUR :

COMMUNICATION
RAPPORT FINANCIER SCAEB – ANNEE 2018

Rapporteur : Monsieur Le Maire Jean-Louis HOERLE

Monsieur DRENSS, 1^{er} Adjoint au Maire ne se prononce pas.

ADOpte PAR 23 VOIX POUR – 5 CONTRES (Mmes LAFORET, VERHAMME, MM. KONRATH, SCHANN, SCHIMMER) - 2 ABSTENTIONS (Mmes FRAASS, ROMILLY).

ADOpte A L'UNANIMITE

Certifié exécutoire par
le Maire compte tenu de
la réception en Sous-Prefecture
le 26/11/19
et de la publication / notification
le 27/11/19
Le Maire



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 22 NOVEMBRE 2019
LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE
VICE-PRESIDENT DE L'EUROMETROPOLE

COMMUNICATION AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Rapport Financier SCAEB – Année 2018.

Conformément à l'article 1524-5 du Code Général des Collectivités Locales, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport présenté une fois par an par les représentants au sein du conseil d'administration de la SCAEB, société d'économie mixte de la Ville, notamment sur les éventuelles modifications de statuts de la SEM.

La délibération suivante sera à prendre :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Se prononce favorablement aux rapports présentés par la SCAEB pour l'exercice 2018.

Certifié exécutoire par
le Maire compte tenu de
la réception en Sous-Préfecture
le 26.11.17
et de la publication / notification
le 27.11.17
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 22 NOVEMBRE 2019
LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE
VICE-PRESIDENT DE L'EUROMETROPOLE

**SOCIETE DE CONSTRUCTION,
D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT
DE BISCHHEIM**

Société anonyme d'économie mixte locale
à Conseil d'administration
au capital de 289.653 euros

Siège social : 37, Route de Bischwiller
67800 BISCHHEIM

344 128 830 RCS STRASBOURG

**RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE
L'EXERCICE CLOS AU 31/12/2018**



Chers actionnaires,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2018 et soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Notre Commissaire aux comptes vous donnera dans son rapport toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers qui vous sont présentés ne comportent aucune modification au niveau des méthodes d'évaluation par rapport à ceux de l'exercice précédent.

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

L'exercice se solde par un bénéfice de 329 601 € contre un bénéfice de 361 322 € en 2017.

Le total du bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018, est de 9 775 720 € contre 8 987 039 € montrant la hausse de l'actif immobilisé net suite aux achats de biens immobiliers et à l'apport des immobilisations en provenance de la SCI KIEFFER intervenus durant l'exercice après cession des anciens immeubles appartenant à la SCAEB.

Le résultat courant de l'exercice reste en perte à 127 902 € contre une perte de 249 745 € en 2017. La diminution résulte principalement outre la réduction de la perte d'exploitation pour 20 292 €, du boni de liquidation pour 34 420 € issu de la dissolution de la SCI KIEFFER dont la transmission universelle du patrimoine a eu lieu le 28 décembre 2018 et des dividendes distribués auparavant par cette dernière à hauteur de 60 000 €.

Le bénéfice de l'exercice outre l'incidence de la réduction de la perte courante est issu du résultat exceptionnel retraçant en comptabilité les cessions des immeubles 30 et 32 rue du Général Leclerc et de l'immeuble 43 route de Bischwiller.

L'Administration reconnaît à la SCAEB le bénéfice de l'exonération prévue à l'article 207-1-6° du CGI portant sur les opérations d'aménagements et de constructions. Le résultat fiscal soumis au régime de droit commun s'élève à 367 437 € en 2018 pour la société SCAEB et à 92 998 € pour le Groupe compte tenu de l'intégration fiscale de la filiale BRUME D'OR.

EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

- ◆ Résultat équilibré pour l'activité immobilière hors BRUME D'OR.
- ◆ Achat d'un bien immobilier restant à finaliser.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Depuis le 31 décembre 2018, date de clôture de l'exercice, il n'y a pas eu d'événements importants à relater.

ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE

Au préalable, nous vous précisons que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que ceux des exercices antérieurs.

- ◆ Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, le chiffre d'affaires hors taxes s'est établi à 372 037 € contre 398 058 € l'exercice précédent.
- ◆ Le montant des traitements et salaires ainsi que des charges sociales est demeuré nul comme pour l'exercice précédent du fait de l'absence de salarié.

- ◆ Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint un total de 472 783 € contre 521 126 € l'exercice précédent.
- ◆ Le résultat d'exploitation avant prise en compte des éléments financiers et exceptionnels passe à - 98 166 € contre - 118 458 € l'exercice précédent soit une baisse de la perte d'exploitation de 20 292 €.
- ◆ Le résultat financier fait apparaître un déficit de 29 736 € contre un déficit de 131 287 € l'année précédente.
- ◆ Le résultat courant avant impôt est de - 127 902 € contre - 249 745 € en 2017 soit une baisse de la perte courante de 121 843 €.
- ◆ Le résultat exceptionnel s'établit à 560 385 € contre 785 250 € l'exercice précédent.
- ◆ Après un impôt sur les sociétés de 102 882 € contre 174 183 € en 2017, le résultat net comptable se traduit finalement par un bénéfice de 329 601 € contre un bénéfice de 361 322 € l'exercice précédent soit une diminution de 31 721 €.
- ◆ Le ratio « Endettement (emprunts auprès des établissements de crédit)/Capitaux propres » s'élève à 134 % contre 127 % l'exercice précédent.
- ◆ Le coût moyen de l'endettement (charges financières des emprunts/Capital restant dû des emprunts) s'élève à 2,37 % contre 2,77 % l'exercice précédent.
- ◆ La capacité d'autofinancement s'élève à 47 067 € en 2018 contre - 170 076 € en 2017.

ACTIVITE DES FILIALES

1) Disparition de la SCI KIEFFER devenue filiale à 100 % de la SCAEB par transmission universelle de son patrimoine

La SCAEB a acquis la part sociale de la SCI KIEFFER qui ne lui appartenait pas en vue de posséder 100 % des parts de la SCI KIEFFER. Après une distribution de dividendes à hauteur de 60 000 €, la SCAEB a décidé la dissolution de la SCI KIEFFER par transmission unique du patrimoine de cette dernière à son profit. L'opération a pris effet au 28 décembre 2018. Il en résulte dans les comptes de la SCAEB un boni de 34 420 €. Après réalisation des formalités, la SCI KIEFFER a été radiée du Registre du Commerce et des Sociétés le 4 février 2019.

L'actif et le passif de la SCI KIEFFER ont été repris dans les comptes de la SCAEB dont les 3 baux emphytéotiques en cours avec la Ville de Bischheim pour les immeubles 4 rue des Orfèvres, 25 rue Nationale et 82 rue de Périgueux ainsi que l'emprunt en cours ayant financé les travaux de réhabilitation de l'immeuble 82 rue de Périgueux.

2) Une situation retraçant l'activité et la situation patrimoniale de la SAS BRUME D'OR dont le capital est détenu à 100 % par la SCAEB a été annexée au présent rapport

La SCAEB a acquis au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008 une participation de 100% dans la société BRUME D'OR immatriculée le 20 décembre 2007.

Résultat : La SAS BRUME D'OR a dégagé au cours de l'exercice :

- un chiffre d'affaires de 3 887 178 € contre 4 070 375 € en 2017,
- une perte de 45 863 € contre un bénéfice de 305 186 € en 2017,

- une capacité d'autofinancement de – 22 570 € contre 322 067 € en 2017.

La société n'a, par ailleurs, pas procédé, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018, ni à la cession ni à l'acquisition d'autres participations significatives ou de contrôle.

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Au cours de cette assemblée, vous aurez à approuver les comptes, à affecter le résultat de l'exercice et à donner quitus de sa gestion à votre conseil.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale d'affecter le bénéfice de l'exercice 2018 s'élevant à 329 601,41 € de la manière suivante :

▪ apurement du Report à nouveau débiteur :	68 072,50 €
▪ dotation de la Réserve légale à hauteur de 10 % du capital social :	26 649,27 €
▪ surplus affecté au Report à nouveau créditeur de :	<u>234 879,64 €</u>

Total	329 601,41 €
--------------	---------------------

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes, au titre des trois derniers exercices.

INFORMATIONS CONCERNANT LES CHARGES NON DEDUCTIBLES

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, au regard de l'article 39-4 du même code.

TABLEAU DES RESULTATS

Au présent rapport est annexé, conformément à l'article R 225-102 du Code de commerce, un tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices.

REPARTITION DU CAPITAL

Nous vous informons que le capital de notre société est détenu par les personnes suivantes :

ACTIONNAIRES	Nombre d'actions	% capital détenu
Personnes morales :		
Ville de BISCHHEIM	14454	76,0737%
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	2000	10,5263%

Société Foncière et Immobilière d'Alsace	1000	5,2632%
Générale d'Installations Energétiques	1000	5,2632%
Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe	500	2,6316%
Personnes physiques :		
BANDOL René	12	0,0630%
KLEIN-MOSSER André	9	0,0474%
DRENSS Gilberte	9	0,0474%
LOEFFLER Guy	9	0,0474%
JUNG Marie-Louise	5	0,0263%
FULLENWARTH Eric	2	0,0105%
TOTAL	19000	100.00%

ETAT DE LA PARTICIPATION DES SALARIES

Même en l'absence de salariés au sein de la SCAEB, il y a lieu de tenir compte selon la législation en vigueur de la participation des salariés de la filiale BRUME D'OR au capital social de la SCAEB et de constater que cette dernière est inexistante au 31 décembre 2018. En conséquence, la société reste tenue de convoquer tous les 3 ans une assemblée générale extraordinaire afin de se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital au profit des salariés en l'espèce de la BRUME D'OR. La dernière assemblée générale extraordinaire convoquée à cet effet s'est tenue le 30 juin 2016. Il y a lieu donc de soumettre aux actionnaires une résolution prévoyant une augmentation de capital à cet effet qui sera débattue dans la partie extraordinaire de la prochaine assemblée générale prévue ainsi mixte.

Par cette résolution, il s'agit de réserver aux salariés de la SAS BRUME D'OR une augmentation de capital par émission d'actions de numéraire aux conditions prévues aux articles L 3332-18 et suivants du code du travail.

Ainsi, il est proposé que l'assemblée générale :

- décide que le conseil d'administration dispose d'un délai maximum de six mois pour mettre en place un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues aux articles L 3332-1 et suivants du code du travail,
- autorise le conseil d'administration à procéder, dans un délai maximum de 24 mois à compter de la réunion de l'assemblée générale, à une augmentation de capital d'un montant maximum de 14 483 € en une ou plusieurs fois, par émission d'actions de numéraire réservées aux salariés adhérant audit plan d'épargne d'entreprise, et réalisée conformément aux dispositions des articles L 3332-18 et suivants du Code du travail,
- décide en conséquence de supprimer au profit des salariés de la SAS BRUME D'OR le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux dites actions nouvelles.
- détermine que le prix d'émission des actions émises sur le fondement de la présente autorisation sera fixé par le conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L 3332-20 du code du travail.

Il est enfin proposé que l'assemblée générale confère tous pouvoirs au conseil d'administration pour mettre en œuvre la présente délégation et la réalisation de l'augmentation de capital.

La situation de la société fait que nous vous proposons de rejeter la résolution qui sera soumise au vote.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET CLIENTS

Conformément aux articles L 441-61 et D 441-4 du code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice arrêté au 31/12/2018, les factures fournisseurs reçues non réglées à la date de clôture et dont le terme est échu se décomposent comme suit :

	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
Nombre de factures concernées	14	6	6	3	1	16
Montant total des factures concernées HT	135 317€	5 612€	5 045€	3 318€	76€	14 051€
Pourcentage du montant total des achats HT de l'exercice	84%	3%	3%	2%	0%	8%

Conformément aux articles L 441-61 et D 441-4 du code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice arrêté au 31/12/2018, les factures clients émises non réglées à la date de clôture et dont le terme est échu se décomposent comme suit :

	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
Nombre de factures concernées	0	7	5	5	52	69

Montant total des factures concernées HT	0€	1 905€	-300€	1 109€	113 888€	116 602€
Pourcentage du chiffre d'aff. HT de l'exercice	0%	0%	0%	0%	30%	31%

Clients douteux et litigieux 49 293,14 €

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous informons qu'une convention nouvelle a été conclue au cours de l'exercice 2018 avec la Ville de Bischheim et nous vous demandons de l'approuver. Cette convention a été autorisée par délibération du conseil d'administration du 11 avril 2018 et concerne l'achat de la parcelle n° 102 section 6 appartenant à la Ville de Bischheim moyennant un prix de 6 075 € plus frais en vue d'être revendue avec les immeubles 30 et 32 rue du Général Leclerc avec lesquels elle forme un ensemble. Cette parcelle a été achetée le 31 août 2018 et a été vendue avec les immeubles 30 et 32 rue du Général Leclerc le 22 novembre 2018. La convention a ainsi pris fin.

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont les effets se sont poursuivis au cours de l'exercice. Chaque convention conclue au cours d'exercices antérieurs et dont les effets se sont prolongés durant l'exercice 2018 a été examinée lors du Conseil d'administration du 7 juin 2019. Ces conventions sont les suivantes :

- Avec la Ville de Bischheim : subvention perçue de 90 004,07 € pour l'immeuble 43 route de Bischwiller durant les exercices 1992 à 1996 à restituer par la SCAEB en cas de cession de l'immeuble. L'immeuble 43 route de Bischwiller a été vendu le 6 novembre 2018. La subvention perçue sera remboursée à la Ville de Bischheim durant l'année 2019. Avec le remboursement de la subvention, la convention prendra fin.
- Avec la Ville de Bischheim : conclusion de deux baux pour les immeubles 30 et 32 rue du Général Leclerc, avec effet au 1^{er} juillet 2016, moyennant un loyer mensuel respectif de 2 800 € et 1 800 € hors charges. Les immeubles 30 et 32 rue du Général Leclerc ont été vendus le 22 novembre 2018. Le versement des loyers ainsi que les baux ont pris fin avec la vente des immeubles tout comme la convention.
- Avec la SAS BRUME D'OR : convention de mise à disposition d'un bureau et de répartition des charges communes au prorata de l'effectif présent dans les locaux 2 rue Frédéric Sali à Bischheim pris à bail par la SAS BRUME D'OR pour ses services administratifs et financiers. Le conseil d'administration réuni le 7 juin 2019 a décidé de déclassifier la convention en cours avec la SAS BRUME D'OR en convention courante conclue à des conditions normales.

A ce titre, nous vous invitons à consulter le rapport spécial du Commissaire aux comptes.

MANDATS ET FONCTIONS EXERCES PAR LES ADMINISTRATEURS

Nous vous communiquons ci-après la liste des mandats et fonctions exercés par les administrateurs de la SCAEB dans d'autres sociétés au cours de l'exercice :

- ♦ **VILLE DE BISCHHEIM,**
Administrateur, Présidence
37 route de Bischwiller 67800 BISCHHEIM

Autres mandats et/ou fonctions :

Administrateur	Société Locale d'Epargne de Strasbourg, Schiltigheim, Brumath
Membre du Conseil de Surveillance	SAS BRUME D'OR

- ♦ **M. René BANDOL**
Administrateur
8 rue Gottfried 67000 STRASBOURG

Autres mandats et/ou fonctions :

Président SAS BRUME D'OR
Président du Conseil de Surveillance CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE BISCHHEIM

- ♦ **BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL**
Administrateur
34 rue du Wacken 67000 Strasbourg

Autres mandats et/ou fonctions :

Président BISCHENBERG
CM-CIC AGENCE IMMOBILIERE

Vice-Président CREDIT MUTUEL PAIEMENTS ELECTRONIQUES

Administrateur ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL VIE SFM
ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL VIE SA
ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL IARD SA
BOREAL
CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL
CAISSE DE REFINANCEMENT DE L'HABITAT
CM-CIC COVERED BONDS
CM-CIC SECURITIES

Administrateur CM-CIC PARTICIPATIONS IMMOBILIERES
CM-CIC SCPI GESTION
CREDIT MUTUEL CARTES DE PAIEMENTS
CREDIT MUTUEL HABITAT GESTION
CRITEL
FEDERATION DU CREDIT MUTUEL CENTRE EST EUROPE
GROUPE DES ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL
GROUPE SOFEMO
INSTITUT LORRAIN DE PARTICIPATION
SAREST
SEM ACTION 70
SEM CALEO - GUEBWILLER
SEM EURO MOSELLE DEVELOPPEMENT
SEM MICROPOLIS
SEM NAUTILAND
SEM PATINOIRE LES PINS
SEM POUR LA PROMOTION DE LA ZAC FORBACH SUD
SEM SEMIBI BIESHEIM
SIBAR

SOCIETE FERMIERE DE LA MAISON DE L'ALSACE
 SOCIETE FRANCAISE D'EDITION DE JOURNAUX ET D'IMPRIMERIES
 COMMERCIAUX "L'ALSACE"
 SOFEDIS
 UES PACT ARIM
 VENTADOUR INVESTISSEMENT

Membre du Comité de Direction EURO INFORMATION
 EURO PROTECTION SURVEILLANCE
 EURO TVS
 EURO INFORMATION DIRECT SERVICE

Membre du Conseil de Surveillance BATIGERE
 CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
 CM-CIC AM
 SAEM MULHOUSE EXPO
 SCPI CREDIT MUTUEL HABITAT 2
 SCPI CREDIT MUTUEL HABITAT 3
 SCPI CREDIT MUTUEL HABITAT 4
 SCPI FINANCE HABITAT 1
 SCPI FINANCE HABITAT 2
 SODEREC
 STET – SYSTEMES TECHNOLOGIQUES D'ECHANGE ET DE
 TRAITEMENT

Censeur SEM E PUISSANCE 3 – SCHILTIGHEIM

♦ **GENERALE D'INSTALLATIONS ENERGETIQUES**

Administrateur

14 Place des Halles 67000 Strasbourg

Autres mandats et/ou fonctions :

Néant

Autres mandats et/ou fonctions de Monsieur Nicolas PEREA :

Directeur général GENERALE D'INSTALLATIONS ENERGETIQUES
 Directeur général ECO2WACKEN

♦ **SOCIETE FONCIERE ET IMMOBILIERE D'ALSACE**

Administrateur

26 Boulevard du Président Wilson 67953 Strasbourg cedex 09

Autres mandats et/ou fonctions :

Administrateur SOCIETE HAGUENAUVIENNE DE GESTION DU CENTRE
 DE LOISIRS « NAUTILAND »

Censeur

LOCUSEM - STRASBOURG

Autres mandats et/ou fonctions de Monsieur Bernard KEMPF :

Administrateur	SOCIETE FONCIERE ET IMMOBILIERE D'ALSACE
Administrateur	ES SERVICES ENERGETIQUES
Président	ES – DEVELOPPEMENT DURABLE
Président	ES – GEOTHERMIE
Directeur général	ES ILLKIRCH GEOTHERMIE

♦ **CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE GRAND EST EUROPE**

Administrateur

1 Route du Rhin 67925 Strasbourg Cedex 9

Autres mandats et/ou fonctions :

Néant

TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Aucune délégation en matière d'augmentation de capital n'ayant été donnée au conseil d'administration, il n'y a pas lieu d'établir un tableau récapitulatif.

MODALITE D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE

Par délibération adoptée le 5 juin 2014, le conseil d'administration a décidé de confier la direction générale de la société au Président du Conseil d'administration, Monsieur Hubert DRENSS.

Votre Conseil vous invite, après lecture des rapports présentés par votre Commissaire aux comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote hors la résolution relative à l'augmentation de capital réservée aux salariés de la BRUME D'OR.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise : SCAEB		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 12	
Adresse de l'entreprise 37 ROUTE DE BISCHWILLER 67800 BISCHHEIM		Durée de l'exercice précédent * 12	
Numéro SIRET * 34412883000017		Néant <input type="checkbox"/> *	
		Exercice N clos le, 31/12/2018	
		Brut 1	Amortissements, provisions 2
		Net 3	
Capital souscrit non appelé (I)		AA	
ACTIF IMMOBILISÉ *	Frais d'établissement *	AB	AC
	Frais de développement *	CX	CQ
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG
	Fonds commercial (1)	AH	AI
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM
	Terrains	AN	AO
	Constructions	AP	AQ
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS
	Autres immobilisations corporelles	AT	AU
	Immobilisations en cours	AV	AW
	Avances et acomptes	AX	AY
	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT
	Autres participations	CU	CV
	Créances rattachées à des participations	BB	BC
	Autres titres immobilisés	BD	BE
	Prêts	BF	BG
	Autres immobilisations financières *	BH	BI
TOTAL (II)		BJ	BK
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	BL	BM
		BN	BO
		BP	BQ
		BR	BS
		BT	BU
	CRÉANCES	BV	BW
		BX	BY
		BZ	CA
	DIVERS	CB	CC
		CD	CE
	Comptes de régularisation	CF	CG
		CH	CI
CJ		CK	
CW			
CM			
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	IA
Renvois : (1) Dont droit au bail :		CP	
Clause de réserve de propriété : *			
Immobilisations :		Stocks :	Créances :

②

BILAN — PASSIF avant répartition

DGFIP N° 2051-SD 2019

Désignation de l'entreprise		SCAEB	Néant <input type="checkbox"/> *	
		Exercice N		
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 289 653...)	DA	289 653	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport,	DB		
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="text" value="EK"/>)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	2 316	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="text" value="B1"/>)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants * <input type="text" value="EJ"/>)	DG	526 596	
	Report à nouveau	DH	(68 072)	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	236 338	
	Subventions d'investissement	DJ	2 800 794	
	Provisions réglementées *	DK		
		TOTAL (II)	DL	3 787 625
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (III)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	4 000	
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR	4 000	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	5 119 504	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="text" value="EI"/>)	DV	229 609	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	586	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	127 233	
	Dettes fiscales et sociales	DY	47 429	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	86 910	
	Autres dettes	EA	101 672	
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB		
	TOTAL (IV)	EC	5 712 942	
	Ecarts de conversion passif *	(V)	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	9 504 567	
RENVIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2) Dont {	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
		Écart de réévaluation libre	1D	
		Réserve de réévaluation (1976)	1E	
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	960 957		
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	445		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

③ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFIP N° 2052-SD 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : <u>SCAEB</u>				Néant <input type="checkbox"/> *				
		Exercice N						
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires				
					Total			
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA		FB	FC			
	Production vendue { biens *	FD		FE	FF			
		FG	372 037	FH	FI	372 037		
		services *						
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	372 037	FK	FL	372 037		
	Production stockée *				FM			
	Production immobilisée *				FN			
	Subventions d'exploitation				FO			
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)				FP	2 410		
	Autres produits (1) (11)				FQ	171		
Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	374 618		
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	70 591	
	Impôts, taxes et versements assimilés *					FX	31 770	
	Salaires et traitements *					FY		
	Charges sociales (10)					FZ		
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	{	Sur immobilisations			- dotations aux amortissements *	GA	370 421
						- dotations aux provisions	GB	
			Sur actif circulant : dotations aux provisions *			GC		
	Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD		
	Autres charges (12)					GE	1	
Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	472 783		
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)					GG	(98 166)		
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée * (III)					GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré * (IV)					GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	640	
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
	Total des produits financiers (V)					GP	640	
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions *					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	124 796	
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
	Total des charges financières (VI)					GU	124 796	
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GV	(124 156)		
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW	(222 322)		

(RENOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

④

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFIP N° 2053-SD 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SCAEB		Néant <input type="checkbox"/> *			
				Exercice N			
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA			
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB	1 012 974		
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC			
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)			HD	1 012 974		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE	21		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF	452 568		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)			HG			
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)			HH	452 589		
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	560 385		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				HJ			
Impôts sur les bénéfices * (X)				HK	101 726		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	1 388 232		
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	1 151 895		
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				HN	236 338		
RENVOIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			HO		
	(2)	Dont	produits de locations immobilières		HY		
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		IG		
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier *		HP		
			- Crédit-bail immobilier		HQ		
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)			IH		
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées			IJ		
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées			IK		
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)			HX		
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)			RC		
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)			RD		
	(9)	Dont transferts de charges			A1	2 410	
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)			A2		
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			A3		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			A4		
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives		A6	obligatoires	A9	
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :			Exercice N		
			Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels			
Produits des cessions d'éléments actifs				870 075			
Q/P Subventions virées au résultat				142 899			
Charges locatives non récupérables			2 566				
Dénouement clause retour à meilleure fortune			90 004				
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :			Exercice N			
			Charges antérieures	Produits antérieurs			

SAGE Experts-comptables janvier 2019

Désignation de l'entreprise <u>SCAEB</u>										Néant <input type="checkbox"/> *			
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice 1		Augmentations					
								Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 3			
INCORP.	Frais d'établissement et de développement TOTAL I				CZ		D8		D9				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II				KD	55 017	KE		KF				
CORPORELLES	Terrains				KG	134 159	KH		KI	99 482			
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9	KJ	10 932 925	KK		KL	756 208			
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1	KM		KN		KO				
		Installations générales, agencements* et aménagements des constructions	Dont Composants	M2	KP	145 501	KQ		KR				
	Autres immobilisations corporelles	Installations techniques, matériel et outillage industriels		Dont Composants	M3	KS	3 122	KT		KU			
		Installations générales, agencements, aménagements divers *			KV	285	KW		KX				
		Matériel de transport *			KY		KZ		LA				
		Matériel de bureau et mobilier informatique			LB	125 705	LC		LD				
		Emballages récupérables et divers *			LE		LF		LG				
	Immobilisations corporelles en cours				LH		LI		LJ	12 300			
	Avances et acomptes				LK		LL		LM				
	TOTAL III				LN	11 341 698	LO		LP	867 990			
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence				8G		8M		8T			
		Autres participations				8U	317 829	8V		8W	81 782		
Autres titres immobilisés				IP	807	IR		IS					
Prêts et autres immobilisations financières				IT	4 599	IU		IV					
TOTAL IV				LQ	323 236	LR		LS	81 782				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				OG	11 719 951	OH		OJ	949 772				
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice 3		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence 4			
						par virement de poste à poste 1				Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice			
INCORP.	Frais d'établissement et de développement TOTAL I				IN		CO		DO		D7		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II				IO		LV		LW	55 017	IX		
CORPORELLES	Terrains				IP		LX	90 083	LY	143 558	LZ		
	Constructions	Sur sol propre			IQ		MA	608 247	MB	11 080 887	MC		
		Sur sol d'autrui			IR		MD		ME		MF		
		Inst. gales, agencts et am. des constructions			IS		MG		MH	145 501	MI		
	Autres immobilisations corporelles	Installations techniques, matériel et outillage industriels			IT		MJ		MK	3 122	ML		
		Inst. gales, agencts, aménagements divers			IU		MM		MN	285	MO		
		Matériel de transport			IV		MP		MQ		MR		
		Matériel de bureau et mobilier informatique, mobilier			IW		MS		MT	125 705	MU		
		Emballages récupérables et divers *			IX		MV		MW		MX		
	Immobilisations corporelles en cours				MY		MZ		NA	12 300	NB		
	Avances et acomptes				NC		ND		NE		NF		
	TOTAL III				IY		NG	698 330	NH	11 511 358	NI		
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence				IZ		OU		M7		OW	
		Autres participations				IO		OX		OY	399 611	OZ	
Autres titres immobilisés				II		2B		2C	807	2D			
Prêts et autres immobilisations financières				I2		2E		2F	4 599	2G			
TOTAL IV				I3		NJ		NK	405 017	2H			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				I4		OK	698 330	OL	11 971 393	OM			

TABLEAU DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION
SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

D.G.F.I.P N° 2054-bis-SD 2019

Exercice N clos le

3 1 1 2 2 0 1 8

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col.6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : SCAEB

Néant ☒ *

CADRE A	Détermination du montant des écarts (col. 1 - col. 2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement			Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col. 1 - col.2) - col. 5 (5)]
	Augmentation du montant brut des immobilisations 1	Augmentation du montant des amortissements 2	Au cours de l'exercice		Montant cumulé à la fin de l'exercice (4) 5	
			Montant des suppléments d'amortissement (2) 3	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) 4		
1 Concessions, brevets et droits similaires						
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis J du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :
a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne « Provisions réglementées ».

CADRE B

DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

1 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	
2 - FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-
3 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE	=

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2032.

⑥

AMORTISSEMENTS

DGFIP N° 2055-SD 2019

Désignation de l'entreprise SCAEB

Néant ☐ *

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES
(OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement	TOTAL I	CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL II	PE	14 813	PF	1 244	PG		PH	16 056
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
Constructions	Sur sol propre	PM	3 334 806	PN	365 248	PO	345 525	PQ	3 354 529
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
	Inst. générales, agencements et aménagement des constructions	PV	134 249	PW	2 467	PX		PY	136 716
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	3 122	QA		QB		QC	3 122
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagement divers	QD	285	QE		QF		QG	285
	Matériel de transport	QH		QI		QJ		QK	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	123 887	QM	1 462	QN		QO	125 349
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
	TOTAL III	QU	3 596 349	QV	369 177	QW	345 525	QX	3 620 001
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	3 611 162	ØP	370 421	ØQ	345 525	ØR	3 636 057

CADRE B

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel	
Frais établissements TOTAL I	M9	N1	N2	N3	N4	N5	N6
Autres immob. incorpo- relles TOTAL II	N7	N8	P6	P7	P8	P9	Q1
Terrains	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8
Constructions	Sur sol propre	R1	R2	R3	R4	R5	R6
	Sur sol d'autrui	R7	R8	S1	S2	S3	S4
	Inst. gales, agenc et am. des const.	S5	S6	S7	S8	T1	T2
Inst. techniques mat. et outillage	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1	U2	U3	U4	U5	U6
	Matériel de transport	U8	U9	V1	V2	V3	V4
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6	V7	V8	V9	W1	W2
	Emballages récup. et divers	W4	W5	W6	W7	W8	W9
	TOTAL III	X2	X3	X4	X5	X6	X7
Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV	NL			NM			NO
Total général (I + II + III + IV)	NP	NQ	NR	NS	NT	NU	NV
Total général non venant (NP + NQ + NR)	NW			Total général non venant (NS + NT + NU)		NY	
				Total général non venant (NW - NY)		NZ	

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE
AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES
SUR PLUSIEURS EXERCICES*

	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler			Z9	Z8
Primes de remboursement des obligations			SP	SR

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		SCAEB		Néant <input type="checkbox"/> *				
Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice			
		1	2	3	4			
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T	TA	TB	TC			
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U	TD	TE	TF			
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V	TG	TH	TI			
	Amortissements dérogatoires	3X	TM	TN	TO			
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3	D4	D5	D6			
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ	IK	IL	IM			
	Autres provisions réglementées (1)	3Y	TP	TQ	TR			
TOTAL I		3Z	TS	TT	TU			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	4B	4C	4D			
	Provisions pour garanties données aux clients	4E	4F	4G	4H			
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M			
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S			
	Provisions pour pertes de change	4T	4U	4V	4W			
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	4Y	4Z	5A			
	Provisions pour impôts (1)	5B	5C	5D	5E			
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F	5H	5J	5K			
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO	EP	EQ	ER			
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R	5S	5T	5U			
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	4 000	5W	5X	5Y	4 000	
TOTAL II		5Z	4 000	TV	TW	TX	4 000	
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations	- incorporelles	6A	6B	6C	6D		
		- corporelles	6E	6F	6G	6H		
		- titres mis en équivalence	02	03	04	05		
		- titres de participation	9U	9V	9W	9X		
		- autres immobilisations financières (1) *	06	1 866	07	08	09	1 866
	Sur stocks et en cours	6N		6P	6R	6S		
	Sur comptes clients	6T	32 938	6U	6V	6W	32 938	
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X		6Y	6Z	7A		
	TOTAL III		7B	34 804	TY	TZ	UA	34 804
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		7C	38 804	UB	UC	UD	38 804
Dont dotations et reprises	- d'exploitation	UE		UF				
	- financières	UG		UH				
	- exceptionnelles	UJ		UK				
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I.					10			

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.
 NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

DGFIP N° 2056 2019

Extension 2

SCAEB

[illegible]

Désignation de l'entreprise : <u>SCAEB</u>										Néant <input type="checkbox"/> *		
CADRE A			ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		UL	146 459	UM	146 459	UN	(0)				
	Prêts (1) (2)		UP	4 599	UR		US	4 599				
	Autres immobilisations financières		UT		UV		UW					
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		VA	33 179		33 179						
	Autres créances clients		UX	103 114		103 114						
	Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation prêts ou remis en garantie * (antérieurement constituée * UO)		ZI									
	Personnel et comptes rattachés		UY									
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		UZ									
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM	110 992		110 992						
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	58 270		58 270						
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN									
		Divers	VP									
	Groupe et associés (2)		VC									
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		VR	119 544		119 544						
	Charges constatées d'avance		VS	4 270		4 270						
	TOTAUX			VT	580 426	VU	575 827	VV	4 599			
RENOIS	(1)	Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice	VD									
		- Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE									
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		VF								
CADRE B			ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)			7Y									
Autres emprunts obligataires (1)			7Z									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine		VG	445		445						
	à plus d'1 an à l'origine		VH	5 119 059		369 924		725 823		4 023 312		
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)			8A	18 717		15 867		2 850				
Fournisseurs et comptes rattachés			8B	127 233		127 233						
Personnel et comptes rattachés			8C									
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			8D									
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		8E									
	Taxe sur la valeur ajoutée		VW	47 429		47 429						
	Obligations cautionnées		VX									
	Autres impôts, taxes et assimilés		VQ									
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			8J	86 910		86 910						
Groupe et associés (2)			VI	210 892		210 892						
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)			8K	101 672		101 672						
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *			ZZ									
Produits constatés d'avance			8L									
TOTAUX			VY	5 712 356	VZ	960 371		728 673		4 023 312		
RENOIS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ	682 445	(2)	Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques		VL				
		Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK	315 425	* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032							

Désignation de l'entreprise <u>SCAEB</u>		Formulaire déposé au titre de l'IR		ET	Néant <input type="checkbox"/> *		Exercice N clos le : 3 1 1 2 0 1 8	
I. RÉINTÉGRATIONS							BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE	
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés (entreprises à l'IR)						WA	236 338
	Avantages personnels non déductibles * (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous)						WD	
	Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.)						WF	
	Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit-bail immobilier et de levée d'option						RA	
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III)						WI	
	Amendes et pénalités						WJ	
	Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI *							
	Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032-NOT-SD)							
	Quote-part						WL	
	Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE						25 245	
Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI						L7		
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Moins-values nettes à long terme							
	- imposées aux taux de 15 % ou de 19 % (12,80 % pour les entreprises à l'impôt sur le revenu)							
	- imposées au taux de 0 %							
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs *							
	- Plus-values nettes à court terme							
- Plus-values soumises au régime des fusions								
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM * (entreprises à l'IS)								
Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT *								
Intérêts excédentaires (art. 39-1-3° et 212 du C.G.I.)						SU		
Zones d'entreprises * (activité exonérée)						SW		
Déficits étrangers antérieurement déduits par les PME (art. 209 C)						SX		
Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro						M8		
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage								
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage								
TOTAL I								
II. DÉDUCTIONS						PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE		
Quote-part dans les pertes subies par une société de personne ou un G.I.E. *								
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B-SD, cadre III)								
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme							
	- imposées au taux de 15 % (12,80 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)							
	- imposées au taux de 0 %							
	- imposées au taux de 19 %							
	- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures							
Autres plus-values imposées au taux de 19 %								
Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée *								
Régime des sociétés mères et des filiales *								
Produit net des actions et parts d'intérêts :								
Quote-part de frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation						2A		
Mesures d'incitation	Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'outre-mer *							
	Majoration d'amortissement *							
	Entreprises nouvelles - (Reprise d'entreprises en difficultés 44 septies)						K9	
	Entreprises nouvelles (44 septies)						L2	
	Jeunes entreprises innovantes (art. 44 sexies A)						L5	
Pôle de compétitivité hors CICE (art. 44 undecies)						L6		
Société investissements immobiliers cotées (art. 238 C)						K3		
Zone de restructuration de la défense (44 tredecies)						PA		
ZFU-TE (art. 44 octies et octies A)						OV		
Bassin d'emploi à redynamiser (art. 44 duodecies)						IF		
Zone franche d'activité (art. 44 quaterdecies)						XC		
Bassin urbain à dynamiser (art. 44 sexdecies)						PP		
Zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies)						PC		
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM * (entreprises à l'IS)								
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé								
dont déduction exceptionnelle pour investissement *						X9		
Créance dégagee par le report en arrière de déficit						Z1		
Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de taxation au tonnage								
III. RÉSULTAT FISCAL						TOTAL II		
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :								
bénéfice (I moins II)						XI	363 309	
déficit (II moins I)								
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS) *						ZL		
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS) *								
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)						XN	363 309	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032-NOT-SD

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

DGFIP 2058 A 2019
Extension

SCAEB

[illegible]

Désignation de l'entreprise SCAEB		Néant <input checked="" type="checkbox"/> *	
I. SUIVI DES DÉFICITS			
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	K4		
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058-A)	K5		
Déficits reportables (différence K4 - K5)	K6		
Déficit de l'exercice (tableau 2058A, ligne XO)	YJ		
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)	YK		
II: INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES			
Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1 ^e bis Al. 1 ^{er} du CGI, dotations de l'exercice	ZT		
III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT			
(à détailler sur feuillet séparé)	Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1. 1 ^e bis Al. 2 du CGI*	ZV	ZW	
Provisions pour risques et charges *			
	8X	8Y	
	8Z	9A	
	9B	9C	
Provisions pour dépréciation *			
	9D	9E	
	9F	9G	
	9H	9J	
Charges à payer			
	9K	9L	
	9M	9N	
	9P	9R	
	9S	9T	
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T)	YN	YO	
à reporter au tableau 2058-A :		ligne WI	ligne WU

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art.237 septies du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice	Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
L1			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

DGFIP N° 2058-C-SD 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : <u>SCAEB</u>										Néant <input type="checkbox"/> *	
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC	(429 395)	AFFECTATIONS	Affectations aux réserves { – Réserves légales – Autres réserves	ZB					
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	361 322			ZD					
	Prélèvements sur les réserves	ØE			ZE						
					ZF						
	TOTAL I	ØF	(68 072)			ZG	(68 072)				
							ZH	(68 072)			
RENSEIGNEMENTS DIVERS								Exercice N :			
ENGAGEMENTS	– Engagements de crédit-bail mobilier (précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail J7)						YQ				
	– Engagements de crédit-bail immobilier						YR				
	– Effets portés à l'escompte et non échus						YS				
DÉTAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	– Sous-traitance						YT				
	– Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois J8)						XQ	5 996			
	– Personnel extérieur à l'entreprise						YU	18 323			
	– Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)						SS	28 487			
	– Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages						YV				
	– Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles ES)						ST	17 785			
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052						ZJ	70 591			
IMPÔTS ET TAXES	– Taxe professionnelle*, CFE, CVAE						YW				
	– Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers ZS)						9Z	31 770			
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052						YX	31 770			
TVA	– Montant de la TVA collectée						YY	62 071			
	– Montant de la TVA déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations						YZ	6 826			
DIVERS	– Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration sociale nominative au titre de 2018) *						ØB				
	– Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *						ØS				
	– Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *						ZK	%			
	– Numéro de centre agréé * XP						– Filiales et participations : (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI) Si oui cocher 1 Sinon 0 ZR 1				
	– Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice						RG				
	– Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies						RH				
RÉGIME DE GROUPE *	Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe JA		363 308	Plus-values à 15 % JK		Plus-values à 0 % JL					
				Plus-values à 19 % JM		Imputations JC					
	Groupe : résultat d'ensemble JD		88 869	Plus-values à 15 % JN		Plus-values à 0 % JO					
				Plus-values à 19 % JP		Imputations JF					
	Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale JH			N° SIRET de la société mère du groupe JJ		3 4 4 1 2 8 8 3 0 0 0 0 1 7					

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

12

DÉTERMINATION DES PLUS ET MOINS-VALUES

DGFIP N° 2059-A-SD 2019

Désignation de l'entreprise : SCAEB

Néant ☒

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

	Nature et date d'acquisition des éléments cédés*	Valeur d'origine*	Valeur nette réévaluée*	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt	Autres amortissements*	Valeur résiduelle
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
I - Immobilisations*	1					
	2					
	3					
	4					
	5					
	6					
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées *

	Prix de vente	Montant global de la plus-value ou de la moins-value	Court terme	Long terme			Plus-value taxable à 19 % (1)
				19 %	15 % ou 12,80 %	0 %	
I - Immobilisations*	1						
	2						
	3						
	4						
	5						
	6						
	7						
	8						
	9						
	10						
	11						
	12						
II - Autres éléments	13	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés	+				
	14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés	+				
	15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale	+				
	16	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée	+				
	17	Résultats nets de concession ou de sous concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans					
	18	Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice					
	19	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme					
	20	Divers (détail à donner sur une note annexe)*					
	CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) (9)						
	CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) (10)						
	CADRE C : autres plus-values taxable à 19 % (11)		(A)	(B) (Ventilation par taux)			(C)

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

Désignation de l'entreprise : SCAEB

Formulaire déposé au titre de l'IR

EU

Néant ☒ *

A ÉLÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES À COURT TERME

(à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

Origine		Montant net des plus-values réalisées*	Montant antérieurement réintégré	Montant compris dans le résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
Plus-values réalisées au cours de l'exercice	Imposition répartie				
	sur 3 ans (entreprises à l'IR)				
	sur 10 ans				
	sur une durée différente (art.39 <i>quaterdecies</i> 1 <i>ter</i> et 1 <i>quater</i> CGI)				
	TOTAL 1				
Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs	Imposition répartie	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
	sur 3 ans au titre de	N - 1			
		N - 2			
	Sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 <i>quaterdecies</i> 1 <i>ter</i> et 1 <i>quater</i> du CGI) (à préciser) au titre de :	N - 1			
		N - 2			
		N - 3			
		N - 4			
		N - 5			
		N - 6			
		N - 7			
		N - 8			
		N - 9			
	TOTAL 2				

B PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES DANS LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES DES APPORTS

Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.

7

Plus-values de fusion, d'apport partiel ou de scission
(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)

7

Plus-values d'apport à une société d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés)

Origine des plus-values et date des fusions ou des apports	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant anté- rieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
TOTAL				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : SCAEB

Néant ☒ *

- ① Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
② Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 % ① ou 16 % ②.

Gains nets retirés de la cession de titre de sociétés à prépondérance immobilières non cotées
exclus du régime du long terme (art. 219 I a sexies-0 bis du CGI) ①.

Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€
(art. 219 I a sexies-0 du CGI) ②.

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

Origine	Moins-values à 16 %	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 16 %	Solde des moins-values à 16 %
①	②	③	④
Moins-values nettes N			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N - 1		
	N - 2		
	N - 3		
	N - 4		
	N - 5		
	N - 6		
	N - 7		
	N - 8		
	N - 9		
	N - 10		

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS*

Origine	Moins-values			Imputations sur les plus-values à long terme	Imputations sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter col J=S+D+F-G-H
	À 19 %, 16,5% ⁽¹⁾ ou à 15 %	À 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a sexies-0 du CGI)	À 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a sexies-0 bis du CGI)	À 15 % ou À 16,5 % ⁽¹⁾		
①	②	③	④	⑤	⑥	⑦
Moins-values nettes N						
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N - 1					
	N - 2					
	N - 3					
	N - 4					
	N - 5					
	N - 6					
	N - 7					
	N - 8					
	N - 9					
	N - 10					

(1) Les plus-values et les moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5% (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : SCAEB		Néant <input checked="" type="checkbox"/> *				
I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ À L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N						
		Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme				
		taxées à 10 %	taxées à 15 %	taxées à 18 %	taxées à 19 %	taxées à 25 %
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N-1)	1					
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	2					
TOTAL (lignes 1 et 2)	3					
Prélèvements opérés { - donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés - ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	4					
	5					
TOTAL (lignes 4 et 5)	6					
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 - ligne 6)	7					
II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS * (5°, 6°, 7° alinéas de l'art. 39-1-5° du CGI)						
montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ①	réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ②	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤		
		donnant lieu à complément d'impôt ③	ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise: SCAEB		Néant <input type="checkbox"/> *	
Exercice ouvert le: 01012018 et clos le: 31122018		Données en nombre de mois 1 2	
DÉCLARATION DES EFFECTIFS			
Effectif moyen du personnel * :		YP	
Dont apprentis		YF	
Dont handicapés		YG	
Effectifs affectés à l'activité artisanale		RL	
CALCUL DE LA VALEUR AJOUTÉE			
I - Chiffre d'affaires de référence CVAE			
Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises		OA	372 037
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilées		OK	
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante		OL	
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges		OT	2 410
TOTAL 1		OX	374 447
II - Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée			
Autres produits de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)		OH	171
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation		OE	
Subventions d'exploitation reçues		OF	
Variation positive des stocks		OD	
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée		OI	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation		XT	
TOTAL 2		OM	171
III - Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée ⁽¹⁾			
Achats		ON	148
Variation négative des stocks		OQ	
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances		OR	65 227
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois		OS	
Taxes déductibles de la valeur ajoutée		OZ	
Autres charges de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)		OW	1
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée		OU	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois		O9	
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante		OY	
TOTAL 3		OJ	65 376
IV - Valeur ajoutée produite			
Calcul de la valeur ajoutée (total 1 + total 2 - total 3)		OG	309 242
V - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises			
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les formulaires n°s 1330-CVAE-SD pour les multi-établissements et sur les formulaires n°s 1329-AC et 1329-DEF).		SA	309 242

Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE

Si vous êtes assujettis à la CVAE et mono-établissement au sens de la CVAE (cf. la notice du formulaire n° 1330-CVAE-SD), veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case SA, vous serez alors dispensés du dépôt du formulaire n° 1330-CVAE-SD

Mono établissement au sens de la CVAE, cocher la case		EV	X
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne OX)	GX	374 447	Effectifs au sens de la CVAE *
Chiffre d'affaires du groupe économique (entreprises répondant aux conditions de détention fixées à l'article 223 A du CGI)	HX	4 259 215	
Période de référence	GY	0 1 / 0 1 / 2 0 1 8	GZ
Date de cessation	HR	/ /	

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OW des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

* Des explications concernant ces cases sont données dans la notice n° 1330-CVAE-SD § Répartition des salariés et dans la notice n° 2032-NOT-SD au § déclaration des effectifs.

17

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DGFIP N°2059-F-SD 2019

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)



(1)

Néant ☒ *

EXERCICE CLOS LE 31122018

N° SIRET 34412883000017

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SCAEB

ADRESSE (voie) 37 ROUTE DE BISCHWILLER

CODE POSTAL 67800 VILLE BISCHHEIM

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise P1 0 Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P3 0

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise P2 0 Nombre total de parts ou d'actions correspondantes P4 0

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance: Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Titre (2) Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance: Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032.

18

FILIALES ET PARTICIPATIONS

DGFIP N°2059-G-SD 2019

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

1
1 (1)

Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31122018

N° SIRET 34412883000017

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SCAEB

ADRESSE (voie) 37 ROUTE DE BISCHWILLER

CODE POSTAL 67800

VILLE

BISCHHEIM

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE

P5

2

Forme juridique SASU Dénomination BRUME D'OR

N° SIREN (si société établie en France) 501436919 % de détention 100,00

Adresse : N° 15 Voie RUE DU GENERAL LECLERC

Code Postal 67800 Commune BISCHHEIM Pays FRANCE

Forme juridique SCI Dénomination SCI 5 RUE ROBERT KIEFFER

N° SIREN (si société établie en France) 349723759 % de détention 100,00

Adresse : N° 37 Voie ROUTE DE BISCHWILLER

Code Postal 67800 Commune BISCHHEIM Pays FRANCE

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

SAGE Experts-comptables Janvier 2019

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroté chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2032.



Formulaire obligatoire

(art 223 du Code général des impôts)

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Timbre à date du service

Exercice ouvert le	01012018	et clos le	31122018	Régime simplifié d'imposition	
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe				Régime réel normal	X
Si PME innovantes, cocher la case ci-contre					
Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209-0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case					

A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE					
Désignation de la société:			Adresse du siège social:		
SCAEB 37 ROUTE DE BISCHWILLER 67800 BISCHHEIM					
SIRET	3	4	4	1	2
	8	8	3	0	0
	0	0	0	1	7
Mél: myriam.romani@scaeb.com					
Adresse du principal établissement:			Ancienne adresse en cas de changement:		

RÉGIME FISCAL DES GROUPES					
Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (art 223 A à U du CGI)					
Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante					
Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère:					
SIRET					

B ACTIVITÉ					
Activités exercées	AMENAGEMENT CONSTRUCTION				Si vous avez changé d'activité, cochez la case

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf. notice de la déclaration n°2065-SD)					
1 Résultat fiscal	Bénéfice imposable à 33 1/3% ou à 31%*	Bénéfice imposable à 28%	363 309	Déficit	
	Bénéfice imposable à 15%				

2 Plus-values					
PV à long terme imposables à 15%		Résultat net de la concession de licences d'exploitation de brevets au taux de 15%			
PV à long terme imposables à 19%		Autres PV imposables à 19%		PV à long terme imposables à 0%	
				PV exonérées (art. 238 quinquies)	

3 Abattements et exonérations notamment entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches					
Entreprise nouvelle, art. 44 sexies		Jeunes entreprises innovantes, art. 44 sexies-0 A		Pôle de compétitivité, art. 44 undecies	
Entreprise nouvelle, art. 44 septies		Zone franche d'activité, art. 44 quaterdecies		Zone de restructuration de la défense, art. 44 terdecies	
Bassins urbains à dynamiser (BUD), art. 44 sexdecies		Zone franche Urbaine - Territoire entrepreneur, art. 44 octies A		Autres dispositifs	
Société d'investissement immobilier cotée		Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas)		Plus-values exonérées relevant du taux de 15%	

4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer :		dans le secteur productif, art. 244 quater W	dans le secteur du logement social, art. 244 quater X
--	--	--	---

D IMPUTATIONS (cf. notice de la déclaration n° 2065-SD)	
1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédits d'impôt	
2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un État étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet état, territoire ou collectivité.	

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice de la déclaration n° 2065-SD)	
Recettes nettes soumises à la contribution de 2,5%	

F ENTREPRISES SOUMISES OU DÉSIGNÉES AU DÉPÔT DE LA DÉCLARATION PAYS PAR PAYS CbC/DAC4 (cf. notice du formulaire n° 2065-SD)	
1- Si vous êtes l'entreprise, tête de groupe, soumise au dépôt de la déclaration n° 2258-SD (art. 223 quinquies C-I-1), cocher la case ci-contre	
2- Si vous êtes la société tête de groupe et que vous avez désigné une autre entité du groupe pour souscrire la déclaration n° 2258-SD, indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de l'entité désignée	
Nom / Adresse	N°
3- Si vous êtes l'entreprise désignée au dépôt de la déclaration n° 2258-SD par la société tête de groupe (art. 223 quinquies C-I-2), cocher la case ci-contre	
Dans ce cas, veuillez indiquer le nom, adresse et numéro d'identification fiscale de la société tête de groupe	
Nom / Adresse	N°

G COMPTABILITÉ INFORMATISÉE	
L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée ?	OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
Si oui, indication du logiciel utilisé	SAGE 100 COMPTABILITE I7

Vous devez obligatoirement souscrire le formulaire n° 2065-SD par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2 % prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr. S'agissant des notices des liasses fiscales, elles sont accessibles uniquement sur le site www.impots.gouv.fr.

Nom et adresse du professionnel de l'expertise comptable:		Nom et adresse du conseil:	
AZ EXPERTS COMPTABLES ASSOCIES 46 rue d'Altkirch 67000 STRASBOURG		Tél: 0388344370	
OGA/OMGA	Visueur conventionné	(Cocher la case correspondante)	Identité du déclarant:
Nom et adresse du CGA/OMGA ou du viseur conventionné:	Date: 14052019	Lieu: BISCHHEIM	
N° d'agrément du CGA/OMGA/viseur conventionné	Qualité et nom du signataire:		
	Signature:		

* Pour les entreprises avec un exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2019 et clos en cours d'année 2019, le taux normal d'IS est de 31% (au lieu de 33 1/3 %). Dans ce cas précis, le taux d'impôt sur les sociétés appliqué doit être précisé en annexe libre de la liasse fiscale (cf. la rubrique « Nouveautés » de la notice du formulaire n° 2065-SD).

ANNEXE AU FORMULAIRE N° 2065-SD

H	RÉPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILÉS DISTRIBUÉS								
Montant global brut des distributions ⁽¹⁾		payées par la société elle-même		a	payées par un établissement chargé du service des titres			b	
Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire (s) ⁽²⁾							c		
Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées							d		
Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci-dessus ⁽³⁾							e		
							f		
							g		
							h		
Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI ⁽⁴⁾							i		
Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI							j		
Montant des revenus répartis ⁽⁵⁾							Total (a à h)		
I	RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)								
Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-1 à 6 ann. III au CGI): * SARL, tous les associés; * SCA, associés gérants; * SNC ou SCS, associés en nom ou commandités * SEP et sté de copropriétaires de navires, associés, gérants ou coparticipants			Pour les SARL	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col.1, à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.					
			Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit.	Année au cours de laquelle le versement a été effectué	Montant des sommes versées:				
					à titre de traitements, émoluments et indemnités proprement dits	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement		à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6	
1			2	3	4	Indemnités forfaitaires	Remboursements	Indemnités forfaitaires	Remboursements
						5	6	7	8
J	DIVERS								
* NOM ET ADRESSE DU PROPRIETAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)									
* ADRESSES DES AUTRES ETABLISSEMENTS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)									
K	CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION								
REMUNÉRATIONS					MOINS-VALUES A LONG TERME IMPOSÉES A 15%				
Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DSN et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés ^(a)				MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice					
				MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice					
Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages ^(b)				MVLT réalisée au cours de l'exercice					
				MVLT restant à reporter					

(2019)

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

CA17PROREC

SCAEB

[illegible]

(2019)

DETAIL DES CHARGES A PAYER

CA18CHAPAY

SCAEB

[illegible]

(2019)

DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

CA20CHAAVA

SCAEB

[illegible]

REPARTITION DU CAPITAL SCAEB

ACTIONNAIRES	Nombres d'actions	% capital détenu
Personnes morales :		
Ville de Bischheim	14454	76,0737%
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	2000	10,5263%
Société Foncière et Immobilière d'Alsace	1000	5,2632%
Générale d'Installations Energétiques	1000	5,2632%
Caisse d'Epargne et de Prévoyance Grand Est Europe	500	2,6316%
Personnes physiques		
BANDOL René	12	0,0632%
KLEIN-MOSSER André	9	0,0474%
DRENNS Gilberte	9	0,0474%
Guy LOEFFLER	9	0,0474%
JUNG Marie-Louise	5	0,0263%
FULLENWARTH Eric	2	0,0105%
	19000	100,0002%

